

# LA PRESSE EN REVUE...



**JEUDI 23 OCTOBRE 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Il se révolte...
- 2) ...contre lui
- 3) A la hussarde !
- 4) Il récidive : Aubry grince des dents...



Gérard Diez La Presse en Revue

## **I) Hamon : la politique du gouvernement «menace la République»**



Benoît Hamon invité de France 2 le 25 août 2014 à Paris (Photo Bertrand Guay.AFP)

**L'ancien ministre, attaqué par le premier secrétaire du PS pour s'être abstenu sur le vote du budget, a vivement critiqué le gouvernement dont il était membre il y a encore deux mois.**

L'ancien ministre et actuel député (PS) Benoît Hamon, qui s'est abstenu mardi sur les recettes du budget 2015, a affirmé mercredi que la politique de l'exécutif «menace la République» et mène vers un «immense désastre démocratique» en 2017. Cette politique, «parce qu'elle réduit les capacités d'intervention de la puissance publique», «menace la République», a déclaré Hamon sur RFI qui a quitté le gouvernement le 25 août. le 25 août.

«Et la menace de la République, c'est la préparation tout droit, comme on s'y prépare pour 2017, d'un immense désastre démocratique», soit «non seulement l'arrivée au second tour de la présidentielle de Marine Le Pen sans coup férir, mais en plus la menace que demain, elle dirige le pays». Interrogé sur la réaction de Jean-Christophe Cambadélis, qui a vu un «problème d'éthique» dans son abstention sur le budget, le député des Yvelines a répondu : «Il ne faut pas réagir avec ses nerfs dans ces cas-là. [...] J'ai ma cohérence et j'essaie d'être utile à ma famille politique.» Sur RTL, Jean-Christophe Cambadélis s'est dit «choqué» par le fait que deux ministres de la République qui ont quitté le gouvernement et «qui avaient accepté les arbitrages budgétaires en juillet se soient abstenus». «Ceci pose un problème éthique», ce «n'est pas loyal» et c'est «une attitude qui est pour moi déplorable», a dit le député.

Aurélie Filippetti a quant à elle rejeté les critiques de Jean-Christophe Cambadélis. «Je n'ai aucune leçon à recevoir de qui que ce soit», a assuré sur i-Télé la députée qui a quitté le gouvernement le 25 août. «Je dois des comptes à mes électeurs et aux Français», a ajouté l'ex-ministre de la Culture, tout en accusant le premier secrétaire «d'une part de mauvaise foi». Alors que Cambadélis s'en était pris à elle et à son collègue qui était en charge de l'Education, Benoît Hamon, elle a observé : «Nous ne sommes pas les deux seuls anciens ministres, puisque je rappelle que Delphine Batho et Cécile Duflot se sont abstenues.»

«Il y a une part de mauvaise foi dans les propos de Jean-Christophe Cambadélis : quand il parle des arbitrages budgétaires, il parle de la partie dépense», pas des recettes votées mardi, a assuré l'élue de Moselle. «On a été très cohérents par rapport au mois d'août», a-t-elle poursuivi.

rapport au mois d'août», a-t-elle poursuivi.

Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, s'est placé sur la même ligne que Cambadélis et a dénoncé un «manquement au devoir» dans l'abstention sur la partie recettes du budget 2015 des anciens ministres redevenus députés (PS) Benoît Hamon, Aurélie Filippetti et Delphine Batho. «Le budget, ce n'est pas une décision anodine. [...] Il y a des devoirs quand on est dans une majorité. La question budgétaire est essentielle. Donc il y a un manquement au devoir», a déclaré Stéphane Le Foll sur RMC et BFMTV. Sur le budget, «c'est un problème de compréhension», a argumenté Le Foll, relevant que l'Education nationale, portefeuille quitté par Hamon le 25 août, était «le premier budget aujourd'hui» et laissant entendre que Hamon et Filippetti avaient accepté les grandes lignes de ce budget quand ils étaient au gouvernement.

«Je ne peux pas l'accepter et je ne comprends pas», «il va trop loin», a déclaré le porte-parole du gouvernement, en réaction aux déclarations de Hamon sur la politique économique.

libération.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## **II) Manuel Valls : "Il faut en finir avec la gauche passéiste"**



Manuel Valls, le 18 octobre à Matignon. (Stéphane Lavoué/Pasco)

**Les Français ont le sentiment que tous les sacrifices auxquels ils ont consenti depuis deux ans et demi n'ont servi à rien. Les déficits sont toujours aussi inquiétants, le chômage toujours aussi haut et la croissance toujours aussi nulle. Comment l'expliquez-vous ?**

Je ne partage pas un constat aussi sévère, mais il est vrai qu'il y a un grand désarroi, de l'inquiétude pour l'avenir, de la colère aussi. On l'a bien vu aux dernières élections municipales et européennes. Nous aurions dû faire dès 2012 un constat plus clair sur la situation de la France, sur sa triple crise : crise de croissance, crise de la

**Vous avez pris du retard ou vous avez fait des mauvais choix à l'époque ?**

Nous avons sans doute pris du retard et il y a eu des mauvais choix.

La hausse de la fiscalité a frappé durement nos concitoyens, notamment les couches populaires et les classes moyennes. Nous avons privilégié l'impôt par rapport à la diminution de la dépense publique. Or ces décisions sont venues s'ajouter à celles effectuées à la fin du précédent quinquennat. 30 milliards de hausse de la fiscalité avec la droite, 30 milliards avec la gauche. C'est

**Et les résultats, c'est pour quand ? Il reste six mois, avez-vous dit...**

Je n'ai jamais dit ça ! Je sais bien que nous vivons sous la dictature de l'immédiat, mais il faut assumer devant les Français que réformer un pays qui a perdu sa compétitivité prendra dix ans. Je comprends leur impatience, mais il faut du temps

pour que la France rattrape pleinement son retard. [...]

**La gauche au pouvoir a toujours mené des réformes emblématiques : les lois Auroux, la cinquième semaine de congés payés, les 35 heures, la CMU... On cherche en vain la grande réforme sociale du quinquennat**

Il ne faut pas s'enfermer dans l'idée de la réforme emblématique, même si nous avons déjà fait beaucoup de choses. Le mariage pour tous, c'est une grande avancée pour l'égalité des droits. Personne ne reviendra dessus. Je suis certain qu'on retiendra de ce quinquennat la refondation de l'École et cette réforme historique qui vient d'être votée : la transition énergétique. C'est une grande loi de gauche ! Mais méfions-nous des symboles pour les symboles...

**L'histoire de la gauche est jalonnée de symboles...**

Il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses. La seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus.

**Cette gauche est pragmatique plus qu'idéologique ?**

Oui parce que l'idéologie a conduit à des désastres mais la gauche que je porte garde un idéal : l'émancipation de chacun. Elle est pragmatique, réformiste et républicaine.

**Pas socialiste ?**

Je le répète : pragmatique, réformiste et républicaine.

**Vous avez dit que la gauche pouvait mourir ?**

Face au repli que propose l'extrême droite – on sort de l'euro, on ferme les frontières, on accable les immigrés et les musulmans de tous les maux, face à une droite elle aussi aspirée par le déclinisme, il est essentiel que la gauche se réarme intellectuellement. [...] Mais, si la gauche ne se réinvente pas, oui, elle peut mourir...

## Beaucoup pensent que c'est vous l'assassin...

Quand la gauche se recroqueville sur le passé, sur les totems, elle cesse d'être fidèle à l'idéal du progrès, et donc à elle-même.

## Ceux qui vous accusent de trahir sont des représentants de la gauche du passé ?

Moi, j'évite l'insulte, la caricature, mais je pense, oui, qu'ils sont dépassés. La gauche qui renonce à réformer, qui choisit de défendre les solutions d'hier plutôt que de résoudre les problèmes d'aujourd'hui, cette gauche-là se trompe de combat. Ce que je reproche à la démarche de Jean-Luc Mélenchon, c'est son manque d'imagination. Aux autres, je demande si laisser filer les déficits et augmenter les impôts, c'est une nouveauté ? Non. C'est ce qui a été fait systématiquement depuis quarante ans et cela n'a pas marché ! [...]

## A gauche, Martine Aubry vous somme de changer de cap.

Martine Aubry a assumé les responsabilités du pouvoir. Aujourd'hui, elle participe au débat d'idées. Je ne partage pas sa proposition consistant à revenir en arrière et donc à perdre tous les fruits de nos efforts, et ce alors même que les choix que nous avons faits viennent de se mettre en place. Le débat, c'est utile, mais il y a aussi la responsabilité, l'unité et le devoir de cohésion. J'y suis attaché. Je suis adhérent du PS depuis l'âge de 18 ans. Mes inspirations sont multiples : Clemenceau, Mendès, forcément

## Cette gauche pragmatique, c'est aussi le visage d'Emmanuel Macron, très critiqué par une bonne partie de la gauche ?

C'est une nouvelle génération qui assume ses responsabilités. Le plus grand danger qui guette la gauche, c'est le sectarisme. Parce qu'il a été banquier, Emmanuel Macron ne pourrait pas être de gauche ? Notre impératif, c'est le rassemblement. François Mitterrand, en 1981, a su s'entourer de gens qui venaient d'horizons très divers.

En 2012, nous avons commis l'erreur de ne pas tendre la main à François Bayrou. Peut-être l'aurait-il refusée, mais nous aurions dû le faire, alors qu'il avait appelé à voter pour François Hollande. Il n'y a rien de pire que le sectarisme au nom d'une prétendue pureté. [...]



nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Soutien à Sarkozy: des fillonistes «s'assoient sur leurs convictions»

Ce sont les plus belles prises de Nicolas Sarkozy: Valérie Pécresse, Éric Ciotti, Éric Woerth... Ces députés UMP connus pour être proches de François Fillon soutiennent aujourd'hui la candidature du plus grand adversaire de l'ancien

La photo n'a pas deux ans, mais elle paraît dater d'un autre temps. Nous sommes fin 2012, en pleine crise pour la présidence de l'UMP. François Fillon vient de créer le Rassemblement-UMP (RUMP), un groupe parlementaire éphémère, destiné à mettre la pression sur Jean-François Copé pour qu'il accepte la tenue d'un nouveau scrutin interne. Certains élus de l'opposition voient dans cette initiative un moyen efficace de prendre leurs distances avec cette fameuse "droite décomplexée" amorcée par Nicolas Sarkozy au cours de son quinquennat et confortée par le député et maire de Meaux jusqu'à



François Fillon et ses soutiens, en 2012. © DR

Ce jour-là, dans un escalier de l'Assemblée nationale, les quelques 70 députés qui ont suivi l'ancien premier ministre prennent la pose derrière leur champion. Le message est clair : c'est un bloc indéboulonnable qui se présente sous l'objectif grand angle du photographe. Une équipe aussi soudée qu'elle semble décidée à rompre avec les vieilles méthodes.

En deuxième ligne, juste derrière François Fillon, figurent Éric Ciotti, Laurent Wauquiez, Valérie Pécresse, Christian Estrosi et le fidèle député du Val-d'Oise, Jérôme Chartier. À l'exception de ce dernier, tous ont dernièrement officialisé leur soutien à Nicolas Sarkozy pour l'élection du futur patron de l'UMP.

Eux qui applaudissaient, il y a encore quelques semaines, François Fillon lorsqu'il attaquait frontalement l'ex-chef de l'État, baissent à présent les yeux quand celui-ci se félicite de les avoir rassemblés derrière sa candidature. Ils ont beau jurer, comme l'ont fait Pécresse et Ciotti, que le vote du 29 novembre prochain ne les engagerait nullement pour la primaire de 2016, le résultat est le même : leur prise de position affaiblit l'ancien premier ministre dans ses velléités élyséennes. Par mépris pour la « caporalisation », Fillon avait décidé de ne donner aucune instruction à ses troupes, se contentant de souligner la nécessité de mettre en place une « nouvelle génération » à la tête du parti. Mais les sous-entendus, aussi appuyés furent-ils, n'auront pas suffi à empêcher ses plus belles prises de décrocher de l'hameçon.

« Fillon aurait dû prendre position pour Bruno Le Maire », regrette le député de Paris Bernard Debré, qui a accordé son parrainage à Hervé Mariton « pour qu'il puisse se présenter », mais qui votera en faveur du député de l'Eure. « Cela aurait permis d'éviter que tout ce monde aille baiser la babouche au moindre mouvement de foule. » D'autant que si l'on en croit un conseiller de l'ancien premier ministre, Bruno Le Maire emporte largement le suffrage des députés fillonistes : « Ils sont 23 à le soutenir, contre 8 pour Nicolas Sarkozy et 9 pour Hervé Mariton. Sans parler du Sénat ! On est quand même loin de l'hémorragie qu'on nous promettait ! »

Et ce conseiller d'égrener les noms des « rares personnalités » qui ont choisi de rallier Sarkozy : Éric Ciotti (Alpes-Maritimes), Valérie Pécresse (Yvelines), Éric Woerth (Oise), Marianne Dubois (Loiret), Camille de Rocca-Serra (Corse-du-Sud), Patrick Ollier (Hauts-de-Seine), François Guégot (Seine-Maritime), Philippe Goujon (Paris)... Quant aux autres, « cela fait longtemps que l'on a compris qu'ils ne roulaient que pour eux-mêmes ».

« Fillon aurait dû prendre position pour Bruno Le Maire », regrette le député de Paris Bernard Debré, qui a accordé son parrainage à Hervé Mariton « pour qu'il puisse se présenter », mais qui votera en faveur du député de l'Eure. « Cela aurait permis d'éviter que tout ce monde aille baiser la babouche au moindre mouvement de foule. » D'autant que si l'on en croit un conseiller de l'ancien premier ministre, Bruno Le Maire emporte largement le suffrage des députés fillonistes : « Ils sont 23 à le soutenir, contre 8

pour Nicolas Sarkozy et 9 pour Hervé Mariton. Sans parler du Sénat ! On est quand même loin de l'hémorragie qu'on nous promettait ! »

Et ce conseiller d'égrener les noms des « rares personnalités » qui ont choisi de rallier Sarkozy : Éric Ciotti (Alpes-Maritimes), Valérie Pécresse (Yvelines), Éric Woerth (Oise), Marianne Dubois (Loiret), Camille de Rocca-Serra (Corse-du-Sud), Patrick Ollier (Hauts-de-Seine), François Guégot (Seine-Maritime), Philippe Goujon (Paris)... Quant aux autres, « cela fait longtemps que l'on a compris qu'ils ne roulaient que pour eux-mêmes ».



Christian Estrosi et Éric Ciotti. © Reuters

Les proches historiques de François Fillon se rassurent en répétant à qui veut l'entendre que « le retour de Sarko est raté » et qu'il « ne tiendra pas jusqu'en 2017 parce que les affaires l'arrêteront avant ». Mais ils restent toutefois très lucides quant à la situation de leur propre champion. Oui, l'ancien premier ministre traverse « une mauvaise passe ». Oui, il ne fait aucun doute qu'Alain Juppé et Nicolas Sarkozy l'ont déjà écarté du jeu, « du moins médiatiquement ». Et oui, deux ans avant la primaire, ce « malheureux constat » ne peut que les faire grimacer. Du coup ? « Du coup, on fait le dos rond et on continue de travailler sur le fond », glisse sans trop y croire un fidèle filloniste. Pour le reste, « chacun s'arrange avec sa conscience », assène un autre ex-membre du RUMP.

Parmi les troupes de l'ancien premier ministre, chacun prend soin de distinguer les différents ralliements à Nicolas Sarkozy. Il y a « ceux qui ne pensent qu'à eux et se voient déjà ministres en 2017 ». Comprendre Christian Estrosi, Laurent Wauquiez ou encore François Baroin. Pour Bernard Debré, ceux-là sont « allés un peu vite en besogne » parce qu'ils « ne se sont pas rendu compte que le retour de Sarko n'était pas si évident ».

Et puis, il y a « les autres », ceux qui « ne veulent pas être emmerdés » : Éric Ciotti, par exemple, qui n'aurait pu prendre « le risque de se mettre à dos tout le département des Alpes-Maritimes (l'un des plus sarkozystes de France – ndlr) », mais aussi le président de la fédération UMP de Paris, Philippe Goujon, et Valérie Pécresse qui ne pense

qu'aux régionales de 2015 et à qui Nicolas Sarkozy a déjà proposé de coordonner l'ensemble des têtes de listes pour ce scrutin, lors d'une réunion organisée début octobre avec plusieurs élus fillonistes.

**« Même si ce n'est pas sincère, c'est plus calme... »**

Certaines propositions ne se refusent pas. Surtout lorsqu'elles émanent de celui dont la victoire en novembre ne fait de doute pour personne. Finalement, « chacun exprime sa liberté comme il le souhaite », élude le député du Val-d'Oise, Jérôme Chartier, qui réfléchit de son côté à une éventuelle prise de position qu'il rendra publique « entre le 15 et le 20 novembre ».

« On fait avec la réalité, renchérit un autre élu filloniste, Pierre Lellouche, qui ne souhaite pas s'exprimer sur son vote. J'ai tout vu en politique, rien ne me surprend plus. Ce qui m'importe, c'est la façon dont je me comporte, moi. Je reste droit dans mes bottes en continuant à soutenir Fillon. » Le député de Paris nous fait part de son point de vue par téléphone, mais le clin d'œil adressé aux parlementaires qui ont choisi de rallier Sarkozy après l'avoir tant critiqué n'en est pas moins visible.



Valérie Pécresse et Nicolas Sarkozy, en 2011. © Reuters

Bernard Debré va encore plus loin : lui se dit purement et simplement « choqué » par la prise de position de ses ex-camarades du RUMP. « Ils disent “je suis du côté de Sarkozy, mais je soutiendrai Fillon en 2016”. Comme si cette élection n'était pas un marche-pied pour la primaire... C'est ridicule, s'agace-t-il. Certains s'assoient sur leurs convictions pour s'acheter une tranquillité. Mais où est-on si on ne peut pas dire ce que l'on pense vraiment ? C'est devenu quoi l'UMP ? Le parti communiste d'il y a trente ans ? »

Les ralliements de Valérie Pécresse et d'Éric Ciotti ont été annoncés dans la presse par les intéressés un ou deux jours avant la venue de Nicolas Sarkozy dans leurs départements respectifs, les Yvelines (le 7 octobre à Vélizy-

-Villacoublay) et les Alpes-Maritimes (le 21 octobre, à Nice). Ils ont été prononcés du bout des lèvres et assortis de toutes les précautions langagières possibles et imaginables. « Il faut lire entre les lignes : c'est un vote, pas un soutien », prévenait ainsi l'entourage de l'ancienne ministre de l'enseignement supérieur quelques heures après son interview au Journal du dimanche. Les ficelles sont tellement grosses qu'elles ne trompent personne. Pas même les militants pro-Sarkozy qui avaient hué Péresse lors du meeting de Vélizy.

Qu'importent les sifflements et les sourires figés. Nicolas Sarkozy est ravi de son tour de passe-passe. Pendant ses réunions publiques, il s'amuse à souligner « le calme » qu'il a, selon lui, réussi à instaurer depuis son retour. « Même si ce n'est pas sincère, c'est plus calme... », plaisantait-il encore le 7 octobre face à un parterre de fans inconditionnels qui lui répondaient en criant : « Méfiez-vous ! », « C'est de l'opportunisme ! ». Malgré ce qu'il tente de faire croire, l'ex-chef de l'État n'a pas calmé les esprits à droite. La guerre qui l'oppose à son ancien premier ministre est toujours aussi vive. En témoigne la « rencontre sous haute tension » des deux hommes dont le JDD s'est fait écho.



Nicolas Sarkozy et François Fillon, en 2012. © Reuters

« Pourquoi ça ne serait pas toi qui nous soutiendrais, Alain ou moi, en 2017 ? » a demandé Fillon le 2 octobre à Sarkozy lors de leur entrevue au domicile de René Ricol, le président d'honneur de l'ordre des experts-comptables. « J'avais gagné contre Copé et tu ne m'as pas soutenu », s'est-il emporté, opposant une fin de non-recevoir à l'invitation lancée par l'ancien président de venir discuter à son bureau ou chez lui. Parmi les fillonistes qui se disent encore « non-alignés », nul ne se gêne pour critiquer le retour fiasco de Nicolas Sarkozy. « Sa campagne n'est pas bonne, tranche le député de Charente-Maritime, Dominique Bussereau. Personne ne m'en parle sur le terrain. Ça n'accroche pas. »

Les nouveaux soutiens fillonistes de l'ex-chef de l'État ne sont en rien gages du « grand

rassemblement » promis par Nicolas Sarkozy. Leur engouement soudain pour ce dernier n'est qu'un énième exemple du caractère versatile des professionnels de la politique. En revanche, ces ralliements révèlent les failles de la stratégie engagée par François Fillon depuis 2012, stratégie que certains de ses proches commencent à remettre sérieusement en question. « Il ne veut pas aller au combat, c'est dommage », souffle ainsi Bernard Debré, rejoint en ce sens par le député du Nord, Thierry Lazaro, qui votera Bruno Le Maire et penche désormais pour Alain Juppé : « Nos grands hommes doivent prendre position. »

mediapart.fr

#### IV) Valls n'écarte pas l'idée de "changer le nom" du PS

BFMTV D. N. avec AFP



Manuel Valls, le 11 octobre 2014. - © Guillaume Souvant - AFP

**"En finir avec la gauche passéiste" pour ne pas finir comme ses détracteurs qui lui apparaissent "dépassés". Tel est l'objectif que se fixe Manuel Valls dans une interview à l'Obs. Un entretien qui est aussi une réponse à ses détracteurs, au premier rang desquels, Martine Aubry.**

C'est une interview qui promet de faire réagir nombre de personnalités de la gauche française. Le Premier ministre, Manuel Valls, appelle à "en finir avec la gauche passéiste", dans des extraits d'un entretien à l'Obs (ex-Nouvel Observateur) publiés mercredi.

Manuel Valls répond aussi directement à l'appel de Martine Aubry à "réorienter" la politique du

gouvernement, qui serait, selon lui, "un retour en arrière".

LAPRESSEENREVUE.EU

## MAIS AUSSI

### **Gouvernement et ex-ministres s'écharpent, Valls veut "en finir avec la gauche passésiste"**



Le Premier ministre Manuel Valls au Salon International de l'Alimentation à Villepinte le 20 octobre 2014

Le débat sur la ligne politique suivie par l'exécutif a viré à la foire d'empoigne, mercredi, entre le gouvernement et les anciens ministres socialistes Benoît Hamon et Aurélie Filippetti, Manuel Valls en appelant à "en finir avec la gauche passésiste".

Au lendemain des 39 abstentions sur les recettes du budget 2015, le ton est nettement monté, puis est redescendu d'un cran.

Premier acte, l'ex-ministre de l'Education Benoît Hamon, qui fait partie des 39 abstentionnistes, assène d'abord que la politique de l'exécutif "menace la République" et mène vers un "immense désastre démocratique" en 2017. Réplique immédiate du porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll: "Si c'est ça, qu'il quitte le Parti socialiste alors!"

"Je vous rassure, (...) je ne vais pas quitter le Parti socialiste", répond l'intéressé, qui "déploie" l'ampleur de la "polémique" suscitée. "Je n'ai pas l'intention de demander à quiconque ni de

démissionner, ni de rentrer", minimise aussi de son côté M. le Foll.

Au même moment, Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, assure devant la presse, toujours à propos de M. Hamon: "Non, je ne l'incite pas à quitter le PS." Mais lui rétorque: "Le danger pour la République, ce n'est pas le PS, c'est le FN."

"Je veux bien entendu qu'ils restent" au groupe de députés socialistes, a pour sa part estimé Bruno Le Roux, le chef de file, "mais c'est à eux de déterminer, quand il y a des propos d'une telle gravité, s'ils se sentent encore bien parmi nous".

L'ancien ministre de l'Education redevenu député, à qui l'on prête l'ambition de prendre la tête du PS, et sa collègue à la Culture Aurélie Filippetti, tous deux démissionnaires du gouvernement Valls en août et qui se sont abstenus mardi aux côtés des "frondeurs", illustrent la tension entre l'exécutif et les rétifs du PS. Parmi ces derniers figurent aussi deux autres ex-ministres Delphine Batho (Ecologie) et Cécile Duflot (Logement).

"Problème éthique", "déloyauté", a accusé le numéro un du PS Jean-Christophe Cambadélis au sujet des abstentionnistes, en particulier les ministres Hamon et Filippetti encore présents au gouvernement au moment des arbitrages. "Manquement de devoir", a tonné M. Le Foll. "Prophètes de malheur", a lancé le secrétaire d'État Thierry Mandon.

### **"Socialiste", un "beau nom"**

De leur côté, les réfractaires jugent contreproductive une politique qui "privatise la réduction de la dépense publique" et ont donc choisi de croiser le fer sur l'un des plus importants textes parlementaires, la loi de finances.

François Hollande, en remettant mercredi à son Premier ministre Manuel Valls les insignes de Grand Croix de l'ordre national du Mérite, a demandé de "ne pas se laisser entraîner par je ne sais quelle politique de l'instant", dans un éloge de "la résolution" et du "sang-froid".

Et pour ajouter au débat, le Premier ministre, dans une interview au Nouvel Obs publiée mercredi, appelle à "en finir avec la gauche passésiste", jugeant que ceux qui l'accusent de trahir la gauche sont "dépassés".

Défendant une gauche "pragmatique, réformatrice et républicaine", mais sans utiliser le qualificatif



"socialiste", il propose de "bâtir une maison commune" de "toutes les forces progressistes" et se dit également -"pourquoi pas"- ouvert à un changement de nom du Parti socialiste, une idée déjà portée en 2007 et 2011 et qui avait suscité d'importants remous dans le parti.

Une proposition qui n'a pas fait l'unanimité puisque M. Cambadélis a répondu que "socialiste est un beau nom qui a fait ses preuves, autant le garder". "Si je suis favorable à changer la carte d'identité du Parti socialiste, je ne suis pas favorable au changement de nationalité".

"Il n'a pas interdit à François Hollande de gagner et à Manuel Valls de devenir Premier ministre", a-t-il ironisé.

Ces polémiques interviennent trois jours après l'offensive médiatique de Martine Aubry, qui a appelé à une réorientation de la politique économique davantage en faveur de la demande et de la croissance, pour "réussir la fin du quinquennat". Une proposition "consistant à revenir en arrière et donc à perdre tous les fruits de nos efforts", a tranché M. Valls.

la-croix.com-AFP

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**